

DECLARATION DE CESSATION

DES PAIEMENTS

et

son annexe explicative

Poursuites engagées :
Enquête en cours :

DÉCLARATION DE CESSATION DES PAIEMENTS

Le chef d'entreprise ci-après dénommé :

Nom, prénom :	Nationalité :
Date et lieu de naissance :	N° Téléphone :
Situation matrimoniale :	
Domicile :	

Agissant en qualité de : (1)

Commerçant Artisan
Représentant légal de la société ci-dessous :

Assisté ou représenté (1) par :

Nom, prénom, qualité :	
Adresse :	
Toque :	N° Téléphone :

Déclare la cessation des paiements de l'entreprise :

Pour les personnes physiques (commerçant, artisan...) :

Nom, prénom :	N° d'identification*(RM) :
	N° d'identification*(RCS) :
Enseigne :	N° Gestion** :
Activité exercée :	Code Naf :
Adresse de l'établissement principal :	N° Téléphone :
Conjoint :	Co-exploitant :
Nom, prénom :	
Adresse :	
Régime matrimonial :	

Pour les personnes morales (sociétés, associations...) :

Dénomination :		
Sigle		N° d'identification*(RCS) :
Forme juridique :	Capital :	N° Gestion :
Siège social :		Code Naf :
Enseigne :		
Nom commercial :		
Activité exercée :		
Adresse de l'établissement principal :		N° Téléphone :

(1) rayer la mention inutile

*N° SIREN en application du décret 97-497 du 16 mai 1997

Adresse (et éventuellement enseigne) des autres lieux d'exploitation en dehors du siège (ateliers, bureaux, usines, entrepôts...)

Date à laquelle l'entreprise a cessé ses paiements :

Nombre de salariés de l'entreprise :

Montant du chiffre d'affaires annuel en Euros (à la date de clôture du dernier exercice) :

Nom – Adresse et N° de téléphone du commissaire aux comptes, et du cabinet comptable ou de l'expert comptable :

3

ACTIF

(Inventaire des biens - Etat chiffré des créances)

	Valeurs en Euros	
	Disponible	Non disponible
IMMOBILISATIONS (biens immobiliers, fonds de commerce, mobilier, matériel, véhicules, immobilisations financières ...)		
VALEURS D'EXPLOITATION (stocks, en cours de production)		
VALEURS RÉALISABLES		
Créances sur clients (1)		
Autres créances (1)		
DISPONIBILITÉ		
Banque		
Caisse		
TOTAL GÉNÉRAL		

(1) : n'indiquer dans la colonne « disponible » que les créances encaissables ou mobilisables sans délai

4

PASSIF
(Etat des dettes)

A - CRÉANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILÈGES GÉNÉRAUX Nom, adresse et références	Montants dus en Euros	
	(TTC)	
	Echus	A échoir
a) SALARIÉS		
b) ADMINISTRATIONS FISCALES		
c) ORGANISMES SOCIAUX		
TOTAL		
TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR		

6**PASSIF**
(Etat des dettes)

Nom, adresse et références	Montants dus en Euros	
	(TTC)	
	Echus	A échoir
B - CRÉANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILÉGES SPECIAUX		
a) CREANCIERS HYPOTHECAIRES		
b) CREANCIERS NANTIS		
c) AUTRES CREANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILEGES SPECIAUX		
TOTAL		
TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR		

PASSIF
(Etat des dettes)

Nom, adresse et références	Montants dus en Euros (TTC)	
	Echus	A échoir
C - CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES (SANS PRIVILEGE)		
a) BANQUES		
b) ASSOCIES CREANCIERS EN COMPTE COURANT		
c) AUTRES CREANCIERS CHIROGRAPHAIRES DONT FOURNISSEURS		
TOTAL		
TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR		

ENGAGEMENT HORS BILAN

Cautions données / crédits baux

	Montant en Euros (TTC)

RÉSERVES DE PROPRIÉTÉ

	Montants en Euros (TTC)

TOTAL ACTIF ET PASSIF

TOTAL DE L'ACTIF :

disponible :Euros
non disponible.....Euros
TOTALEuros

TOTAL DU PASSIF :

échuEuros
à échoirEuros
TOTALEuros

Pour les sociétés en nom collectif, en commandite simple ou les GIE :

Nom, prénom, date et lieu de naissance, domicile des personnes responsables solidairement des dettes sociales :

Pour les professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé exerçant sous forme de société commerciale, préciser l'ordre professionnel ou l'autorité dont dépend la société : Nom, adresse :

Et pour les établissements financiers, cocher la case

Documents à joindre à la déclaration de cessation des paiements: (Code de commerce Art. R631-1)	Documents joints : (1)	
	oui	non
- Extrait d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers :	oui	non
- Etat complet des privilèges :	oui	non
- Comptes annuels du dernier exercice :	oui	non
- Situation de trésorerie de moins d'un mois :	oui	non
- Copie pièce d'identité du représentant légal :	oui	non
- Si l'entreprise exploite elle-même une ou des installations classées pour la protection de l'environnement (prévention des pollutions, des risques et des nuisances), copie de l'autorisation ou de la déclaration :	oui	non
- Prévisionnel de trésorerie et d'exploitation pour 4 mois (si demande de redressement judiciaire) :	oui	non

Existe-t-il un comité d'entreprise : (1)	Oui	Non
A défaut des délégués du personnel : (1)	Oui	Non
Des représentants ont-ils été désignés : (1)	Oui	Non
Si oui, nom et adresse de ces représentants :		

- PV d'élection du représentant fourni ce jour avec la DCP (1)
- PV d'élection du représentant fourni à l'audience en chambre du conseil (1)

Motifs qui empêchent la production des pièces manquantes ou incomplètes prévues par l'article R631-1 du Code de commerce

Le soussigné (Nom, prénom) :

- déclare que la société est actuellement en plan de continuation adopté par le TC de Paris
- atteste l'absence de désignation d'un mandataire ad'hoc ou d'ouverture d'une procédure de conciliation dans les 18 mois précédents.

Il sollicite : (1) - LE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

ou

- LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

Dans ce cas préciser les éléments de nature à établir que le redressement de l'entreprise est manifestement impossible.

Déclare le présent document, ainsi que les pièces annexées, sincères et véritables,

Fait à

le

Signature

(1) Rayer la mention inutile

10 PREVISIONS DE RESULTAT D'EXPLOITATION

mois M (*) mois M+1 mois M+2 mois M+3 mois M+4 mois M+5 rappel 3 mois rappel exercice
précédents précédents

Produits d'exploitation H.T.

Marchandises
Biens
services
Chiffre d'affaires
Autres produits

TOTAL produits T1	
--------------------------	--

Charges d'exploitation H.T.

Marchandises / Matières premières (1)
Loyers
Autres achats et charges ext.
Impôts et taxes
Salaires et traitements
Charges sociales
Frais de licenciements prévus (2)
Amortissements
Autres charges

TOTAL charges T2	
-------------------------	--

Résultat d'exploitation (T1-T2)	
--	--

(1) y.c. incidence variation des stocks

(2) salaires non travaillés / indemnités de rupture etc...yc charge sociales

(*) 1er mois après ouverture de la procédure de redressement

11
PREVISIONS DE TRESORERIE (hors dettes à l'ouverture du R.J.)

mois M (*) mois M+1 mois M+2 mois M+3 mois M+4 mois M+5

Solde début mois S1	
Recettes TTC	
sur activité avant mise en RJ	
sur activité mois M et au-delà	
TOTAL recettes T1	
Dépenses TTC (hors dettes à l'ouverture du R.J.)	
Marchandises / Matières 1ères	
Loyers	
Autres achats et charges ext.	
Impôts et taxes	
Salaires et traitements	
Charges sociales	
Frais de licenciements prévus	
Autres charges	
TOTAL dépenses T2	
Incidence TVA (hors dette de TVA à l'ouverture)	
Variation trésorerie du mois V=T1-T2+TVA	
Solde fin de mois S2=S1+V	

(*) 1er mois après ouverture de la procédure de redressement

POUVOIR

Je soussigné (e) (1)

Demeurant à

Agissant en qualité de représentant légal de la société :

- *dénomination sociale de l'entreprise* :

- *adresse du siège social* :

- *Numéro unique d'identification (numéro Siren)* :

Donne pouvoir à **(2)** :

.....

A l'effet de signer et de déposer au greffe du tribunal de commerce de Paris, en mon nom et pour le compte de l'entreprise susvisée, **une déclaration de cessation de paiements.**

En vue de :

Une demande de redressement judiciaire

Une demande de liquidation judiciaire

Fait à :

Le :

Le mandataire

(signature précédée de la mention « accepté »)

Le mandant

(signature précédée de la mention « bon pour pouvoir »)

(1) : nom et prénoms du dirigeant de l'entreprise concernée.

(2) : nom, prénoms et domicile du mandataire (personne ayant reçu un pouvoir spécial).

A LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE REMPLIR VOTRE DECLARATION DE CESSATION DES PAIEMENTS

Seul le représentant légal de la société ou de l'entreprise est **habilité à effectuer une déclaration de cessation des paiements**. La déclaration émanant d'un gérant de fait, d'un associé ou d'un conjoint collaborateur sera refusée. Cependant, le représentant légal a la possibilité de se faire substituer par la personne de son choix si celle-ci est munie d'un pouvoir.

1) POUVOIR:

Il doit viser **spécialement** selon le cas :

- la faculté donnée au mandataire de déposer la déclaration de cessation des paiements.

et/ ou - la faculté de signer lui-même la déclaration de cessation des paiements.

Si la liquidation judiciaire est sollicitée, une telle demande doit être clairement précisée dans le pouvoir

le pouvoir doit être **nominatif** ; le pouvoir se limitant à mandater un cabinet d'avocats sera refusé. Il faut que le cabinet indique le nom de l'associé ou du collaborateur se présentant au greffe. Celui-ci doit en outre être en mesure de justifier de son identité et de son activité professionnelle.

CAS DE CO-GERANCE :

La DCP doit être datée et signée des deux gérants. Le déposant doit être muni d'un pouvoir également daté et signé des deux gérants.

Dans l'hypothèse où ces conditions ne peuvent être remplies, le déposant doit fournir la copie des statuts indiquant clairement que les gérants ont la possibilité d'engager séparément la société pour toute action allant jusqu'aux **actes de disposition**.

2) Concernant le déposant : justificatif d'identité à présenter au moment du dépôt

3) La déclaration de cessation des paiements (c'est à dire le Formulaire DCP) :

Elle est à déposer en **QUATRE exemplaires (dont l'original)**.

✓ Tous les intercalaires du formulaire doivent figurer lors du dépôt ; si l'un d'entre eux n'a pu être rempli, le déclarant doit l'indiquer.

✓ **Toutes les pages doivent être paraphées.**

Ne pas oublier de renseigner la partie relative à la demande de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (en dernière page du document).

✓ **Tous les chiffres figurants sur les différents documents doivent être impérativement additionnés.**

Une notice explicative plus détaillée est disponible sur le site du greffe :

www.greffe-tc-paris.fr puis : « difficultés des entreprises », puis « redressement et liquidation »

CES DOCUMENTS DOIVENT ÊTRE DATÉS, SIGNÉS, CERTIFIÉS SINCÈRES ET VÉRITABLES PAR LE DECLARANT.

2) Autres pièces à fournir

Code de commerce Art. R631-1 et R640-1

En 1 seul exemplaire :

✓ La copie d'une pièce d'identité du représentant légal ou du commerçant déclarant.

✓ Un extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés (3.11 € TTC au guichet) ou au répertoire des métiers.

✓ Un état des nantissements et privilèges = Etat d'endettement complet (46.64 € TTC au guichet) **datant du jour du dépôt.**

✓ Comptes annuels du dernier exercice.

✓ Situation de trésorerie de **moins d'un mois**.

En 4 exemplaires :

✓ Prévisionnel de trésorerie et d'exploitation pour 4 à 6 mois si demande de redressement judiciaire (à faire, autant que possible, valider par votre expert comptable) – voir modèles joints.

Code de commerce Art. R631-1 dernier alinéa : Si l'un de ces documents ne peut être fourni ou ne peut l'être qu'incomplètement la demande doit indiquer les motifs qui empêchent cette production.